

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/108/Add.3

16 septembre 1998

(98-3508)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE: RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Banque mondiale

Addendum

Le présent document contient les renseignements que la Banque mondiale a fait parvenir au Secrétariat dans des communications datées du 3 et du 14 septembre 1998.

Activités de la Banque mondiale dans le domaine des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce: 1997-1998

Brésil

Le projet de réforme scientifique et technologique aide le Brésil à renforcer les droits de propriété industrielle et à les faire respecter. L'assistance fournie dans le cadre de ce projet comporte deux volets principaux: a) un appui au programme de modernisation des institutions de l'Institut national pour la protection des droits de propriété industrielle, et b) un projet multi-institutionnel visant à faire connaître les avantages que présente la protection des DPI et à renforcer l'assistance technique fournie par des agents spécialisés. Le montant des dépenses totales d'aide dans le domaine des DPI est d'environ 4 millions de dollars pour la première phase du projet.

Indonésie

Le projet d'expansion de l'infrastructure d'information pour l'Indonésie a pour objectif de favoriser la participation du secteur privé dans la fourniture de services liés aux techniques de l'information, et de services postaux et touristiques, en supprimant les obstacles qui lui barrent actuellement l'accès. Ce projet comporte cinq volets. Le premier consiste à renforcer le cadre juridique et réglementaire par la fourniture de services consultatifs, d'une formation et de matériel pour l'élaboration de lois et de réglementations sur les droits de propriété intellectuelle, à mener des études d'orientation, à former du personnel et à renforcer les capacités politiques ou institutionnelles du secrétariat d'État et enfin, à améliorer le fonctionnement de la direction du droit d'auteur, des brevets et des marques ainsi que de l'agence nationale de planification du développement. Le second volet vise à améliorer l'efficacité et la productivité des chercheurs en développant le réseau scientifique et technique. Le troisième volet, qui comporte deux parties, a pour objectif, d'une part, de renforcer le cadre juridique et réglementaire pour favoriser la participation du secteur privé à la fourniture des services postaux et, d'autre part, d'étendre les services d'information touristique aux régions en mettant au point un modèle d'entreprise commerciale et des projets pilotes pour

l'établissement d'un système électronique d'information touristique. Les quatrième et cinquième volets consistent, respectivement, à fournir une assistance technique et une formation pour promouvoir la participation du secteur privé et la fourniture de services liés aux techniques de l'information, et à aider à la gestion de projets.

Malawi

Des progrès ont été accomplis dans l'établissement d'un cadre juridique reconnaissant les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Cela a permis, par exemple, à des musiciens et à d'autres personnes d'organiser dans le pays des campagnes de confiscation et de destruction de cassettes audio et vidéo pirates. C'est dans le domaine des techniques agricoles que la mise en place de ce cadre juridique a pris le plus de retard; d'autres secteurs semblent être à la fois mieux couverts et plus réceptifs à la protection par brevets, etc. Dans le domaine de la recherche agricole, le problème est devenu un peu plus complexe et les recommandations de la Banque au sujet des droits d'obtenteur n'ont pas été transposées dans la législation récente: il semble que les obtenteurs ne soient pas intéressés du fait que le gouvernement aurait des droits sur toutes les rémunérations perçues au titre de droits d'obtenteur.

Sénégal

La Banque a commencé à examiner par quelles méthodes et moyens on pourrait soutenir l'initiative du gouvernement visant à mettre en place un cadre juridique de protection de la propriété intellectuelle en mettant spécialement l'accent sur les industries et le patrimoine culturels. L'un des projets qui pourraient s'inscrire dans le cadre de l'initiative du gouvernement est l'établissement d'un "code de conduite pour les industries culturelles". La commission de réforme du système judiciaire, qui bénéficie du soutien de la Banque, devrait inclure l'élaboration de ce code dans son programme de réforme du droit commercial sénégalais.

Turquie

Le projet relatif aux techniques industrielles a pour principal objectif d'améliorer la compétitivité de l'industrie turque sur les marchés tant nationaux qu'étrangers. Ce projet consiste à i) fournir une assistance aux fins de l'harmonisation de l'infrastructure et des services techniques turcs avec les normes de l'Union douanière européenne, et ii) aider les entreprises à améliorer leurs capacités techniques. Le renforcement de l'infrastructure pour l'examen, la recherche, l'extraction de données et les moyens de faire respecter les droits dans le domaine de la propriété industrielle (brevets et marques) est l'un des quatre volets de ce projet. Une mission de préévaluation a été menée au premier semestre de 1998 et le projet devrait faire l'objet d'une évaluation en septembre ou octobre avant d'être présenté au Conseil au début de l'année prochaine. Le montant total du prêt s'élève à environ 160 millions de dollars EU dont environ 15 millions de dollars EU pour les activités en matière de propriété industrielle.

Afrique orientale et australe

Le Kenya, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe poursuivent actuellement, avec l'assistance de la Banque, différents projets de recherche agricole comportant la fourniture d'un appui technique et financier à des activités destinées à améliorer les cultures et l'élevage, et à promouvoir la multiplication et la diffusion des semences. Dans le cadre de ces projets, le développement d'un sous-secteur semencier organisé par des firmes semencières du secteur privé est facilité, tandis que le secteur informel dans lequel les agriculteurs échangent ou vendent des semences améliorées est encouragé parallèlement, souvent avec le soutien d'instituts de recherche agricole financés par l'État et d'organisations non gouvernementales (ONG). La plupart du temps, cela suppose d'élaborer des politiques et des lois et des réglementations appropriées pour mieux définir les rôles respectifs des

secteurs public et privé. Une définition claire des droits de propriété intellectuelle est une condition essentielle pour le développement d'un sous-secteur semencier efficace et rentable et, dans les pays où des efforts sont encore nécessaires dans ce domaine, la Banque apporte son soutien en appuyant des projets pertinents.

Droits de propriété intellectuelle et agriculture au niveau mondial

Un atelier sur le thème "Droits de propriété intellectuelle et agriculture: rôle que la Banque mondiale pourrait jouer à l'avenir concernant l'assistance fournie à ses pays membres/emprunteurs", s'est tenu à Washington les 11 et 12 juin 1998.

Les conclusions de cette réunion ont été les suivantes:

- Dans le domaine des DPI, la situation évolue si rapidement, avec tant de parties prenantes et d'incidences complexes pour les pays emprunteurs et membres de la Banque mondiale, que celle-ci a un rôle coordonnateur important à jouer - tant au niveau stratégique qu'au plan opérationnel - dans l'assistance fournie à ses pays emprunteurs et membres.
- Au niveau stratégique, la Banque doit jouer un rôle de catalyseur dans les quelques domaines que l'ensemble de ses pays emprunteurs et d'autres parties prenantes intéressées (en particulier le secteur privé) jugent prioritaires. Par exemple, elle peut s'engager à entreprendre des analyses institutionnelles et politiques de systèmes innovants qui ouvriront de nouvelles perspectives de mobilisation des ressources pour la formation de partenariats visant à assurer un développement rapide, équitable et durable de l'agriculture dans les pays en développement.
- Sur le plan opérationnel, la Banque doit développer l'aptitude des animateurs de ses groupes d'étude à conseiller plus efficacement les pays emprunteurs, notamment sur l'accès aux meilleurs services d'experts, aux meilleurs programmes de formation, etc., lorsque de nombreuses activités ont lieu hors du cadre de la Banque.
- Les participants à la réunion sont convenus de maintenir le contact entre eux et avec d'autres personnes autant qu'il serait nécessaire, pour:
 - publier le compte rendu des débats; et
 - mettre en œuvre un plan d'action concret donnant suite aux suggestions des pays emprunteurs de la Banque.
